

*Table sectorielle de stratégies
économiques sur l'agroalimentaire :*
Une feuille de route pour la croissance -
Document de travail



le 4 juillet 2018

Introduction

Depuis la publication du deuxième rapport du Conseil consultatif sur l'économie (le rapport Barton), l'industrie agricole du Canada se mobilise pour atteindre les cibles de croissance des exportations agroalimentaires fixées dans ce rapport. Cependant, les exportations agroalimentaires totales s'établissent déjà à 70 milliards de dollars. Il faut donc se demander si les prévisions du rapport étaient trop prudentes et si nous devrions établir des objectifs d'exportation plus ambitieux d'ici 2025.

En outre, l'agriculture canadienne peut saisir d'importantes occasions de croissance au pays même. Qu'il s'agisse de nouveaux procédés pour ajouter de la valeur, d'une diversité de plus en plus grande des attributs de produits souhaités ou de nouvelles utilisations finales pour les produits agricoles à l'état brut et les déchets, l'agriculture canadienne a beaucoup d'occasions d'ajouter de la valeur à l'abondance de produits agricoles à l'état brut que le Canada produit.

Toutefois, ces débouchés commerciaux sont courtisés par de nombreux concurrents. Si l'industrie agricole canadienne veut tirer parti de ses nombreux avantages et optimiser la valeur de ses produits agricoles bruts, elle doit, de concert avec les gouvernements, élaborer une feuille de route pour éliminer stratégiquement les obstacles à la croissance à court et à long terme.

La table sectorielle de stratégies économiques sur l'agroalimentaire constitue la tribune idéale pour établir une feuille de route et, par le fait même, mobiliser les dirigeants de l'industrie et des gouvernements.

Alors que la table sectorielle met la touche finale à son premier rapport et mobilise les intervenants, la FCA présente brièvement dans le texte qui suit ses principales recommandations correspondant aux cinq thèmes clés énoncés dans le rapport provisoire de la table :

- Moderniser l'infrastructure et la réglementation
- Favoriser l'innovation et saisir les occasions à valeur ajoutée
- Intégrer la technologie et poursuivre la numérisation
- Accroître l'accès aux marchés et les exportations
- Gérer les pénuries de main-d'œuvre et se préparer pour l'avenir

La FCA soumet à des fins de discussion les recommandations suivantes qu'elle juge essentielles pour éliminer les principaux obstacles à la croissance et contribuer à l'établissement d'une feuille de route qui aidera l'industrie agricole canadienne à réaliser son immense potentiel.

« Le Canada doit saisir les occasions à valeur ajoutée, notamment une hausse de la transformation au pays, des utilisations finales novatrices de nos produits agroalimentaires, la fabrication de coproduits et la transformation des déchets en flux de revenus. »

*Murad Al-Katib
président et chef de la direction, AGT Food and*

Moderniser l'infrastructure et la réglementation

1. Moderniser la réglementation

La FCA croit que la première étape de la stratégie de croissance agroalimentaire consiste à moderniser de toute urgence la réglementation. Les processus réglementaires lourds et coûteux qui affligent toujours le Canada retardent l'accès à des produits novateurs et entraînent des pertes d'efficacité tout au long de la chaîne de valeur. Il est essentiel à la croissance et au progrès continu du secteur de moderniser et d'harmoniser la réglementation afin de pouvoir adopter et concevoir des produits novateurs et des techniques novatrices.

Investir dans la modernisation de la réglementation peut se traduire par des améliorations au chapitre de la production, de la salubrité des aliments, de la performance environnementale et de la croissance agricole à long terme. L'approbation réglementaire des produits novateurs prend encore trop de temps et contribue ainsi à l'augmentation des coûts pour les petites et moyennes sociétés qui ne peuvent pas se permettre d'attendre des années pour faire approuver de nouvelles technologies.

En outre, le processus d'obtention de permis, de licences et de certification dans un ensemble de ministères fédéraux est lourd et nuit à la croissance et à l'efficacité, sans compter les hausses de coûts associées aux efforts constants des gouvernements pour recouvrer les coûts et imposer des frais alors que les producteurs subissent déjà des pressions financières et un fardeau réglementaire énormes.

Recommandation : Une approche novatrice pour moderniser la réglementation

La FCA a été heureuse de constater que le budget de 2018 établissait comme mesure importante du processus d'élimination de ces obstacles l'exécution d'un examen ciblé des goulots d'étranglement réglementaires pour le secteur canadien de l'agroalimentaire et de l'aquaculture. C'est l'occasion idéale de créer un nouvel environnement réglementaire qui favorise l'innovation, l'adaptabilité et la compétitivité globale.

Pour que ce processus contribue à l'amélioration de la compétitivité globale, la modernisation de la réglementation au Canada doit tenir compte du fardeau cumulatif imposé par les règlements existants et proposés dans tous les ministères et organismes. Si elles veulent éliminer les irritants et les obstacles à la croissance future connus, les mesures de modernisation doivent être suffisamment souples pour intégrer de nouvelles approches en matière de réglementation pouvant traiter des innovations agroalimentaires émergentes.

2. Moderniser l'infrastructure

Le coût d'acheminer les produits jusqu'aux marchés est un facteur déterminant du succès d'un secteur agroalimentaire canadien qui dépend fortement des exportations internationales. La compétitivité des entreprises agroalimentaires canadiennes en souffre si celles-ci n'ont pas accès à des systèmes de transport capables d'acheminer les produits jusqu'aux marchés de façon rentable et en temps opportun. En outre, la réputation internationale du Canada en tant que fournisseur fiable de produits de qualité peut être ternie.

Toutefois, l'infrastructure ne se limite pas au transport des produits finaux. Un accès inadéquat aux intrants agricoles essentiels peut tout aussi bien entraver la croissance et la compétitivité. Par exemple, la production agricole moderne, particulièrement dans le secteur horticole, exige un approvisionnement adéquat, abordable

et fiable en eau non potable. Pour de nombreux producteurs, le manque d'accès à l'irrigation et l'incapacité de financer des projets d'infrastructures hydrauliques à grande échelle freinent sérieusement leur croissance.

Les occasions manquées sont également préoccupantes. Par exemple, l'émergence de la production d'énergie renouvelable à la ferme offre l'occasion de réduire les coûts énergétiques et l'empreinte carbone, et d'ajouter de la valeur grâce à de meilleurs paramètres de durabilité. Pourtant, dans de nombreuses régions rurales du Canada, l'infrastructure énergétique n'a pas suivi le rythme et empêche les sociétés de tirer pleinement parti des avantages des sources d'énergie renouvelable décentralisées.

L'amélioration de l'infrastructure accroît directement l'abordabilité et la durabilité des intrants, l'efficacité de la mise en marché des produits et la réputation du Canada en tant que fidèle fournisseur de produits agroalimentaires de grande qualité.

Un plan d'infrastructure complet

La FCA croit que la modernisation de l'infrastructure exige une approche stratégique vraiment globale. Cette stratégie doit être pilotée par l'industrie, être axée sur les besoins futurs d'une industrie agroalimentaire en croissance et doit comprendre un plan itératif à long terme visant à atteindre des objectifs stratégiques de tous genres.

Elle ne doit pas craindre les projets ambitieux. La transformation de l'infrastructure agroalimentaire du Canada exigera des investissements importants, à long terme et complexes. Pour réaliser cette stratégie, il faudra une approche collaborative de tous les ordres de gouvernement et l'utilisation de tous les outils disponibles, notamment l'acceptation par la Banque de l'infrastructure du Canada de financer des projets vraiment ambitieux qui répondent aux besoins en matière d'infrastructure agroalimentaire.

Favoriser l'innovation et saisir les occasions à valeur ajoutée

Favoriser l'innovation à la ferme

La différenciation des produits agroalimentaires canadiens, au pays et à l'étranger, commence par l'innovation à la ferme. L'abondance au Canada de ressources naturelles peut constituer un avantage concurrentiel, mais il incombe aux agriculteurs et aux entreprises de transformation partout au Canada d'optimiser la valeur de ces ressources grâce à l'adoption de technologies novatrices. Bien que toute la chaîne de valeur contribue à la commercialisation de produits de grande qualité, le tout commence à la ferme.

Les attentes croissantes des consommateurs créent une demande de produits différente. Les sociétés prospères doivent prendre des risques calculés et faire des investissements prospectifs dans des technologies, des procédés et des produits novateurs. Même si ces décisions sont prises par des sociétés individuelles, le climat d'investissement dans lequel elles évoluent a une influence importante sur ces décisions.

La FCA appuie fermement la récente décision du Partenariat canadien pour l'agriculture de continuer à soutenir en priorité les projets scientifiques, de recherche et d'innovation dirigés par l'industrie, mais cette priorité doit s'accompagner d'investissements qui reflètent l'immense potentiel du secteur en tant que moteur clé de la croissance dans toutes les régions du Canada. Un certain nombre de mesures essentielles doivent être prises pour créer un environnement propice aux sociétés qui cherchent à adopter de nouvelles innovations.

Des investissements dans une croissance agroalimentaire ambitieuse

Malgré une inflation de près de 20 p. 100 depuis 2007, tant au niveau de l'indice des prix à la consommation que des revenus du gouvernement fédéral, le budget consacré au cadre stratégique pour l'agriculture du Canada est demeuré relativement stable et a même diminué en termes relatifs. Compte tenu de la croissance prévue des revenus fédéraux de 21 % d'ici 2023 et des objectifs de croissance ambitieux pour le secteur, l'investissement des gouvernements en agroalimentaire doit suivre les mêmes tendances. Sans cet engagement, l'industrie agricole canadienne ne pourra à elle seule faire face à un ensemble de plus en plus complexe de priorités clés pour le secteur.

Le soutien gouvernemental offert à leurs industries par les autres pays concurrents est un autre enjeu qui a une incidence directe sur la capacité de l'agriculture canadienne de livrer concurrence et de croître sur la scène internationale. Plus important encore, cette situation peut devenir un obstacle important au commerce avec les États-Unis en raison de nos industries intégrées et notre proximité du marché américain, et peut nuire à notre compétitivité sur les marchés internationaux lorsque nous livrons concurrence aux produits américains. Le Canada ne peut continuer de réduire le soutien offert à ses producteurs et à ses transformateurs, sous peine de nuire directement à la compétitivité à court et à long terme du secteur.

Les gouvernements FPT doivent entreprendre un examen conjoint des investissements du Canada par rapport à l'inflation, aux objectifs de croissance du secteur et au soutien assuré par les principaux partenaires commerciaux du Canada à leur secteur agroalimentaire.

Une politique fiscale qui favorise l'innovation

La politique fiscale du Canada joue un rôle clé dans l'adoption de technologies novatrices dans toute la chaîne de valeur. À cette fin, la FCA recommande l'adoption de mesures fiscales qui favorisent les investissements dans les technologies à valeur ajoutée et d'amélioration de la productivité tout au long de la chaîne de valeur.

En particulier, la FCA réclame la pleine déduction la première année des frais d'acquisition du matériel agricole, dont bénéficient les agriculteurs américains pour l'achat de nombreuses pièces de matériel agricole, ce qui désavantage les fermes canadiennes. L'adoption de cette mesure au Canada encouragerait les agriculteurs à investir pendant les années rentables dans des technologies novatrices qui ajoutent de la valeur et, par conséquent, accroît la compétitivité mondiale de l'agriculture canadienne.

L'optimisation des programmes de GRE pour répondre aux besoins des producteurs

Des programmes efficaces de GRE aident les agriculteurs à investir en toute confiance dans leur entreprise agricole pour saisir les occasions et demeurer concurrentiels. Même si les investissements dans la recherche, l'innovation et la science peuvent avoir des avantages à long terme pour la gestion des risques, ils ne servent pas beaucoup à contrer les risques qui menacent la viabilité des fermes et limitent la capacité de faire les investissements immédiats nécessaires pour atténuer les risques actuels et émergents. La FCA appuie la poursuite de l'examen de la GRE dans le but commun de moderniser les programmes de GRE et de créer un ensemble optimal de programmes permettant aux agriculteurs de gérer les risques indépendants de leur volonté.

Il est important que l'examen ne se limite pas aux programmes existants de GRE en mettant l'accent sur les contraintes de ces programmes; il doit plutôt essayer de définir une série de programmes qui répondent parfaitement aux besoins des agriculteurs canadiens en matière de gestion des risques en s'attardant aux changements potentiellement transformateurs. Dès que cette combinaison optimale de programmes sera déterminée, l'industrie et le gouvernement devront travailler ensemble pour sélectionner une approche financièrement responsable qui garantira la mise en œuvre des programmes en temps opportun.

Intégrer la technologie et accélérer la numérisation

Comblent les lacunes en matière de connectivité rurale

Il est essentiel d'investir dans les services à large bande en milieu rural pour que les agriculteurs et les autres entreprises des régions rurales éloignées puissent profiter pleinement de ces progrès technologiques. Les agriculteurs qui exercent leurs activités sur les marchés mondiaux comptent sur des appareils mobiles pour tout, depuis la réalisation d'études de marché fondamentales jusqu'à la surveillance de systèmes de gestion agricole avancés qui leur donnent accès à des données en temps réel sur ce qui se passe dans leur étable. Les technologies agricoles de précision favorisent l'efficacité et le partage de l'information nécessaires pour demeurer concurrentiels à l'échelle mondiale, en ciblant mieux les intrants et en augmentant les rendements, tout en permettant une meilleure planification et une meilleure prise de décisions. Toutefois, en l'absence d'un accès abordable à une large bande fiable, ces technologies ne sont pas disponibles, ce qui se traduit par des inefficacités et des occasions perdues.

Une stratégie originale en matière d'infrastructure pour le Canada rural

Pour remédier systématiquement aux lacunes de longue date de l'infrastructure numérique du Canada rural, la FCA recommande l'élaboration d'une stratégie pancanadienne sur l'infrastructure numérique rurale. Le gouvernement du Canada doit collaborer avec ses homologues provinciaux et réunir les fournisseurs de services de télécommunication, les collectivités rurales et les chefs de file de l'industrie de l'agriculture et d'autres secteurs d'activité rurale afin de définir la vision claire d'un accès vraiment complet aux services à large bande partout au Canada.

Pour ce faire, la stratégie devra être assortie d'échéances claires pour le déploiement progressif de nouvelles infrastructures dans les régions mal desservies et d'un plan visant à favoriser la concurrence et l'abordabilité, en plus de fournir des cibles mobiles pour assurer que les vitesses de téléversement et de téléchargement suivent le rythme de l'innovation. Elle devrait également chercher à tirer parti d'autres avantages en explorant les possibilités de réduire les coûts d'installation des câbles à fibres optiques grâce à des partenariats avec d'autres services publics, comme le gaz naturel, qui permettraient d'installer simultanément les câbles et les tuyaux à un coût total moindre.

Accroître l'accès aux marchés et les exportations

Tirer parti des possibilités au pays et à l'étranger

Tel que mentionné dans le budget de 2017, l'industrie agroalimentaire du Canada représente un moteur important de la croissance économique et affiche un énorme potentiel non exploité. La FCA a accueilli avec joie l'établissement de cibles de croissance pour le secteur, particulièrement l'objectif de 75 milliards de dollars au titre des exportations agroalimentaires d'ici 2025. Le Canada, qui exporte pour 56 milliards de dollars par année, est déjà le cinquième plus important exportateur de produits agricoles et agroalimentaires au monde, après l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil et la Chine.

Même si les possibilités de croissance semblent souvent être attribuables aux marchés internationaux, nous ne pouvons pas nous permettre de sous-estimer les occasions offertes par le marché national. Le commerce interprovincial de produits agricoles et agroalimentaires était évalué à 40 milliards de dollars en 2011 et il y a encore place à amélioration. Avec l'accord de libre-échange du Canada, les agriculteurs envisagent de nouveaux débouchés, pourvu que les gouvernements soient disposés à apporter des modifications qui moderniseront et ouvriront nos marchés intérieurs. L'harmonisation du poids et de la dimension limites des véhicules pour les corridors de commerce interprovinciaux est un bon exemple des problèmes d'uniformité de la réglementation qui continuent d'entraver la croissance du commerce interprovincial.

Alors que la FCA est d'avis que le marché intérieur du Canada peut offrir de grandes possibilités de croissance pour le secteur agroalimentaire, elle croit que le Canada peut accroître considérablement ses exportations et répondre aux besoins alimentaires du monde. À l'heure actuelle, plus de 90 p. 100 des agriculteurs canadiens dépendent des exportations, de même qu'environ 40 % du secteur de la transformation alimentaire.

L'expansion de notre industrie agricole actuelle dépend en grande partie d'un accès accru à des marchés mondiaux rentables, et les débouchés abondent. Les récents accords commerciaux AECG et PTPGP donnent à l'industrie canadienne de l'agriculture un meilleur accès à plus d'un milliard de nouveaux consommateurs. Plus près de chez nous, le commerce agricole avec les États-Unis pourrait s'accroître considérablement. Toutefois, il ne suffit pas de négocier de telles ententes commerciales, il faut que toutes les parties à la négociation s'engagent à éliminer les barrières au commerce non tarifaires grâce à l'harmonisation et à l'uniformisation de la réglementation. La FCA félicite le Canada pour les efforts qu'il a déployés afin d'inclure dans les accords commerciaux AECG et PTPGP, de même que dans l'accord du libre-échange du Canada, des chapitres sur la coopération, la cohérence et la conciliation de la réglementation et pour la mise en place d'un processus visant à cerner les différences réglementaires et à faciliter la coopération pour les éliminer.

En plus de poursuivre la recherche de marchés mondiaux nouveaux ou meilleurs, le Canada doit continuer à défendre les industries assujetties à la gestion de l'offre et exploitées dans un cadre stratégique national qui ne fausse pas le commerce. Les secteurs canadiens du lait, de la volaille et des œufs qui représentent une valeur combinée à la ferme de plus de 10 milliards de dollars gèrent la production de façon à éviter la surproduction et la sousproduction sur le marché, comptent les producteurs parmi les plus innovateurs et efficaces au monde et constituent un maillon important d'un système commercial fondé sur des règles en assurant le libre accès aux marchés grâce à des contingents tarifaires établis.

Priorités en matière de commerce

- Accorder la priorité à de nouveaux marchés clés, au pays et dans le monde
- Éliminer les barrières tarifaires au commerce agroalimentaire interprovincial, notamment en adoptant des limites uniformes en matière de poids et de dimensions des véhicules dans les corridors du commerce interprovincial
- Appuyer la ratification de l'accord du PTPGP par au moins six pays pour en assurer l'entrée en vigueur
- Clarifier les liens commerciaux entre la Grande-Bretagne et le Canada tout en veillant à ce que les Canadiens bénéficient des pleins avantages de l'AECG
- Achever la renégociation de l'ALENA tout en défendant le principe d'innocuité
- Éliminer les barrières au commerce non tarifaires dans les accords commerciaux internationaux et interprovinciaux afin de faciliter le flux du commerce
- Continuer de défendre la capacité du Canada de maintenir la gestion de l'offre qui constitue une politique nationale qui ne fausse pas le commerce
- Reconnaître les concessions accordées dans le PTPGP concernant l'accès aux marchés et veiller à ce qu'aucune autre concession du genre ne soit incluse dans l'ALÉNA.
- Confirmer les programmes visant à compenser les producteurs assujettis à la gestion de l'offre pour les pertes de revenus récurrentes découlant des concessions en matière d'accès faites dans l'AECG et le PTPGP

Gérer les pénuries de main-d'œuvre et se préparer pour l'avenir

Pour que l'agriculture canadienne prospère et croisse, elle doit compter sur une main-d'œuvre compétente, bien rémunérée, satisfaite et en sécurité. Depuis 2015, la recherche dans le principal secteur agricole du Canada a révélé une pénurie de main-d'œuvre d'environ 59 000 travailleurs. La pénurie aurait doublé depuis 2005 et devrait se chiffrer à 114 000 d'ici 2025. Cette pénurie a des ramifications pour l'avenir, mais déjà les agriculteurs à eux seuls ont mentionné des pertes de 1,5 milliard de dollars attribuables aux postes vacants. Étant donné que ce secteur emploie un Canadien sur huit, les postes vacants et les occasions perdues menacent la viabilité et la compétitivité de l'agriculture canadienne et mettent les emplois existants en péril.

Le manque de main-d'œuvre disponible pour répondre aux besoins divers du secteur, à la fois sur une base saisonnière et tout au long de l'année, représente l'une des plus lourdes entraves à la compétitivité et à la durabilité du secteur agroalimentaire du Canada. De nombreux postes dans le secteur agroalimentaire exigent des compétences uniques, qui sont de plus en plus difficiles à trouver dans les régions rurales éloignées, alors que l'urbanisation continue de changer le paysage des marchés du travail du Canada. Si les agriculteurs canadiens n'ont pas accès aux travailleurs qui conviennent, la capacité du secteur de maintenir sa croissance en souffrira grandement.

L'évolution continue de l'agriculture et l'adoption de nouvelles technologies ouvrent la porte à de nouvelles carrières passionnantes, mais les besoins en matière de compétences continueront d'être très diversifiés et comprendront toujours une demande pour les travailleurs peu spécialisés traditionnels. La technologie

transforme le visage de l'agriculture canadienne et crée un éventail de nouvelles possibilités intéressantes, mais l'automatisation n'est pas la solution universelle quant aux postes vacants qui limitent la capacité du secteur.

Assurer l'accès à une main-d'œuvre agricole adéquate constitue un défi complexe à plusieurs volets. Les représentants des divers secteurs de l'industrie ont constitué des tables rondes pour examiner les recherches effectuées par le Conseil canadien pour les ressources humaines en agriculture sur les compétences requises à l'heure actuelle et à l'avenir et élaborer une stratégie à long terme ayant deux objectifs de base, soit accroître l'offre de main-d'œuvre agroalimentaire et renforcer les compétences des travailleurs. Cette stratégie bénéficie d'un vaste soutien de l'industrie, mais elle a besoin de l'appui de tous les ordres de gouvernement pour atteindre un certain nombre de buts précis qui servent à réaliser les deux objectifs généraux suivants :

Accroître l'offre de main-d'œuvre

Un programme d'éducation et de promotion de carrière ciblant une vaste gamme de sources de main-d'œuvre disponibles s'impose pour combler l'ensemble des besoins en main-d'œuvre agroalimentaire, notamment des projets d'intégration de groupes sous-représentés et un plan stratégique à long terme qui veille à ce que les politiques d'immigration du Canada favorisent la croissance du secteur agroalimentaire. Dans l'immédiat, il faut faire en sorte que le Programme des travailleurs agricoles internationaux du Canada offre un accès rapide et efficace aux travailleurs étrangers lorsque les Canadiens ne sont pas disponibles.

Renforcer les connaissances et compétences

Étant donné que les compétences et les connaissances requises continuent d'évoluer, tous les ordres de gouvernement doivent investir dans une meilleure information sur le marché du travail afin de comprendre les besoins actuels et futurs. Cette information doit ensuite servir à concevoir les programmes de formation professionnelle, en veillant à ce qu'ils soient suffisamment souples pour permettre une formation d'appoint pour les compétences recherchées.

Une feuille de route pour la croissance - En bref

Le secteur agroalimentaire canadien a besoin d'une stratégie qui définit clairement les obstacles systématiques à la croissance et les moyens de les éliminer, et qui comprend une feuille de route stimulante pour les chefs de file des secteurs public et privé. La FCA appuie les thèmes clés avancés par la Table sectorielle de stratégies économiques sur l'agroalimentaire dans son rapport provisoire et recommande les mesures suivantes pour plus ample discussion :

- **Moderniser l'infrastructure et la réglementation** – La modernisation de la réglementation au Canada doit tenir compte du fardeau réglementaire cumulatif, utiliser des approches réglementaires novatrices et inclure une stratégie globale à long terme pour combler la multitude de lacunes d'infrastructure qui entravent la croissance agroalimentaire.
- **Favoriser l'innovation et saisir les occasions à valeur ajoutée** – Le Canada doit veiller à ce que le cadre stratégique pour l'agriculture du Canada suive le rythme de l'inflation, de la croissance et des concurrents mondiaux du Canada, et que les politiques fiscales et les programmes de gestion des risques favorisent les investissements porteurs d'avenir.
- **Intégrer la technologie et accélérer la numérisation** – Les données et les technologies numériques sont essentielles à la traçabilité et aux qualités des produits exigées par les clients de plus en plus avertis, mais le Canada a besoin d'une stratégie claire et à long terme en matière d'infrastructure numérique rurale pour que les entreprises agroalimentaires puissent tirer parti de ces possibilités.
- **Accroître l'accès aux marchés et les exportations** – Le Canada doit tirer parti des débouchés nationaux et internationaux en achevant la négociation des accords commerciaux, en accordant la priorité aux marchés clés, en éliminant les barrières au commerce non tarifaires et en défendant la capacité du pays de maintenir la gestion de l'offre en tant que politique nationale ne faussant pas le commerce.
- **Gérer les pénuries de main-d'œuvre et se préparer pour l'avenir** – Afin d'accroître l'offre de main-d'œuvre et renforcer les compétences des travailleurs agricoles, le Canada doit mieux cibler les programmes d'éducation et de formation professionnelle pour l'ensemble de la population, y compris l'accès efficace à des travailleurs agricoles internationaux, des initiatives d'intégration des groupes sousreprésentés et une politique d'immigration qui veille à ce que les nouveaux Canadiens aient accès à des possibilités de carrière dans le secteur agroalimentaire.